

Avenant du 18 février 2022

relatif aux salaires minima conventionnels
à compter du 1^{er} mars 2022

NOR : ASET2250377M

IDCC : 3216

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FDMC,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FG FO Construction ;

FNCB-CFDT ;

CFE-CGC BTP SICMA,

Préambule

Les partenaires sociaux ont ouvert la négociation salariale le 14 décembre 2021.

À l'issue de la seconde séance de négociation, le 18 février 2022, il a été décidé de réviser les minima conventionnels de la branche, comme suit :

Article 1^{er} | Champ d'application de l'avenant

Le présent avenant est applicable à l'ensemble des entreprises et des salarié(e)s relevant de la convention collective du négoce des matériaux de construction du 8 décembre 2015 (IDCC 3216).

Article 2 | Modifications apportées aux articles de la CCN relatifs aux minima conventionnels et à la prime d'ancienneté

Les partenaires sociaux ont modifié les articles suivants :

(Voir page suivante.)

Article 2.2 | *Minima conventionnels*

Grille de minima conventionnels applicable pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} mars 2022

Ouvriers et employés. Techniciens. Agents de maîtrise

Coefficient 165	Coefficient 170	Autres coefficients
Pf = 1 014, 68 €	Pf = 1 003, 01 €	Pf = 979, 89 €
	Vp = 3, 642 €	

(En euros.)

Niveaux	Coefficients	Salaires minimaux conventionnels
Niveau I	165	1 615, 61
Niveau II	170	1 622, 15
	180	1 635, 45
	195	1 690, 08
Niveau III	210	1 744, 71
	225	1 799, 34
	245	1 872, 18
Niveau IV	250	1 890, 39
	270	1 963, 23
	290	2 036, 07
Niveau V	310	2 108, 91
	330	2 181, 75
	350	2 254, 59

Article 2.3 | *Prime d'ancienneté*

Le barème de la prime d'ancienneté applicable pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} mars 2022 demeure inchangé.

(Voir page suivante.)

(En euros)

Niveaux		Coefficients	3 ans	6 ans	9 ans	12 ans	15 ans
I	B	165	38,51	77,02	115,53	154,05	192,56
II	A	170	38,82	77,65	116,48	155,30	194,13
	B	180	39,53	79,06	118,59	158,13	197,65
	C	195	40,93	81,86	122,78	163,72	204,65
III	A	210	42,32	84,65	126,99	169,30	211,64
	B	225	43,73	87,45	131,18	174,91	218,63
	C	245	45,59	91,18	136,77	182,37	227,95
IV	A	250	46,06	92,12	138,17	184,23	230,29
	B	270	47,92	95,85	143,77	191,70	239,61
	C	290	49,79	99,58	149,36	199,15	248,94
V	A	310	51,64	103,30	154,95	206,61	258,26
	B	330	53,52	107,03	160,56	214,07	267,59
	C	350	55,38	110,77	166,14	221,53	276,91

Article 3.2.5 | Minima conventionnels

Grille de minima conventionnels applicable pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} mars 2022

VPA = 84, 42.

(En euros.)

VI	A	350	29 547, 00
	B	380	32 079, 60
VII	A	410	34 612, 20
	B	450	37 989, 00
	C	490	41 365, 80
VIII	A	550	46 431, 00
	B	600	50 652, 00
	C	650	54 873, 00
IX	A	680	57 405, 60
	B	750	63 315, 00

Article 3 | Égalité salariale entre les femmes et les hommes

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de salaires entre les femmes et les hommes, et à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération, conformément à l'article L. 2241-17 du code du travail.

Article 4 | Entrée en vigueur. Dépôt. Extension

Le présent avenant, conclu à durée indéterminée, entre en vigueur à compter du 1^{er} mars 2022.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

L'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés se justifie par l'équilibre global et général des présentes grilles de minima qui s'appliquent aux entreprises et aux salariés de la branche, quelle que soit leur taille.

Article 5 | Dénonciation, révision

Le présent avenant pourra être dénoncé par l'une des parties signataires ou y ayant adhéré dans les conditions prévues par le code du travail.

Cette dénonciation est portée à la connaissance des autres parties signataires ou ayant adhéré, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il pourra également être révisé dans les conditions visées à l'article L. 2261-7 du code du travail.

Article 6 | Adhésion

Toute organisation syndicale représentative de salariés ainsi que toute organisation syndicale ou associations d'employeurs ou employeurs pris individuellement peuvent adhérer au présent texte.

Cette adhésion devra être notifiée à toutes les organisations syndicales représentatives de la branche et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 18 février 2022.

(Suivent les signatures.)